

**COMMUNE
DE
VILLE SOUS ANJOU**

Conseil municipal du 16/12/2014
Compte-rendu

CR-CM N° 14-12 DU 16/12/2014

Présents : *Mmes Khelifi, Quentel, Pellat, Servonnat, Touzard-Perriolat.
Mrs Alfieri, Andrès, Lafumas, Mandrand, Monin, Satre, Thivolle.*

*Madame Viviane GARCIA donne pouvoir de vote à Madame Eliane KHELIFI.
Madame Catherine DECOURT donne pouvoir de vote à Madame Josiane PELLAT.
Monsieur Serge RECOMPSAT donne pouvoir de vote à Monsieur Henri THIVOLLE.*

Madame Josiane PELLAT a été élue secrétaire de séance.

1. Approbation du compte rendu de la séance précédente

Approuvé à l'unanimité

2 .Présentation du projet social par le Centre Social des 4 vents

Monsieur le Maire présente à l'ensemble du Conseil Municipal, les représentants du Centre Social « les 4 vents », Madame Isabelle VERRAT Présidente du Centre Social, Monsieur Bruno FELISI Directeur du Centre Social , Monsieur Claude MILLET membre du bureau et il leur cède la parole.

Madame Isabelle VERRAT explique que le Centre Social « les 4 vents », est dans l'obligation de présenter à la CAF tous les 4 ans un projet social afin d'obtenir son agrément. Le projet social présenté ce soir porte sur la période 2014 à 2017, il est élaboré à partir d'une démarche participative entre bénévoles, salariés, élus et partenaires institutionnels (CAF, MSA, CG), il a pour but de définir les orientations, les objectifs et les missions particulières du Centre Social.

Elle rappelle les missions générales d'un Centre Social :

Le Centre Social est un lieu ouvert à tous

- *Lieu de rencontre entre les générations et de mixités sociales*
- *Accueil et écoute des habitants*

Le Centre Social est un animateur du « vivre ensemble » sur les 4 villages

- *Aide à la réalisation de projets collectifs*
- *Lieu du « faire ensemble » plutôt que du « faire pour »*

Elle rappelle également les activités du Centre Social :

- *Multi-accueil « les P'tits Meuniers »*
- *LAEP (Lieu d'Accueil Enfants Parents)*
- *Accompagnement de projets*
- *RAM (Relais d'Assistants Maternels)*

- *ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement)*

Elle indique que 3 axes se dégagent de ce projet social :

- *Consolider l'ancrage du Centre Social sur son territoire*
- *Favoriser une meilleure prise en compte des publics et problématiques du territoire*
- *Participer à une meilleure prise en compte de la Famille dans notre société*

Madame Isabelle VERRAT précise qu'à ce jour, le Centre Social « les 4 Vents » compte 269 familles adhérentes, soit 496 adhérents actifs. La Commune de Ville sous Anjou représente 43 familles adhérentes, soit 92 adhérents actifs.

Elle indique que 4 commissions existent au sein du Centre Social :

- *La Commission « Personnes âgées » qui travaille en collaboration avec les CCAS, les clubs des aînés et autres partenaires en fonction des projets.*
- *La Commission « Parentalité » qui travaille à l'organisation de soirées à thèmes, de sorties familles, ...*
- *La Commission « Jeunesse » qui travaille à trouver des outils pour mieux connaître « les jeunes » des 4 villages, leurs attentes, leurs préoccupations, leurs envies afin de pouvoir anticiper certaines problématiques.*
- *La Commission « Accueil / Communication » qui travaille à mieux faire connaître le Centre Social mais aussi à faire qu'il soit un lieu de rencontre et de convivialité où le mot « Accueil » prend tout son sens.*

Un temps d'échange entre les représentants du centre social et les élus, suit cette présentation.

3. Délibération relative à la modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la délibération 2014/200 du 22 octobre 2014 du Conseil Communautaire approuvant diverses modifications des statuts de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et de la définition de l'intérêt communautaire.

La procédure de modification statutaire implique, selon les dispositions combinées des articles L5211-17 et L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, une délibération du Conseil Communautaire initiant la procédure de modification des statuts ainsi que des délibérations concordantes des Conseils Municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI puis un arrêté préfectoral. La modification des statuts entre en vigueur à la date de publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs du département de l'Isère.

Monsieur le Maire précise les différents points concernés par la modification des statuts :

- *Une nouvelle rédaction de l'article 4 (Conseil Communautaire) et des corrections apportées à l'article 6 (Bureau) pour prendre en compte la nouvelle réglementation.*
- *Une nouvelle écriture de la compétence Transports (points 7-3-1-1 et 7-3-1-2).*
- *L'intégration d'une nouvelle compétence (au point 7-3-2) permettant la participation de la CCPR au dispositif de la politique de la ville auquel sont éligibles plusieurs quartiers des communes du Péage de Roussillon et de Roussillon (« Participation aux dispositifs en matière de politique de la ville »).*
- *Une modification de la rédaction de l'article 7-3-5 « nouvelles technologies » qui prend le*

nom « communications électroniques » dans le cadre des interventions envisagées sur le très haut débit en reconnaissant le caractère communautaire de la compétence « réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L1425-1 du code général des collectivités territoriales ».

Pour information, dans sa délibération 2014/200, le Conseil Communautaire a également modifié la définition de l'intérêt communautaire des voiries. Sont déclarées d'intérêt communautaire les voiries figurant sur les cartes annexées aux statuts de la CCPR. Le Département de l'Isère, en concertation avec les communes et la CCPR, a engagé des procédures de déclassement de plusieurs voiries départementales et de classement de quelques voiries communales. Le Conseil Communautaire, par un vote unanime, a reconnu l'intérêt communautaire de toutes ces voiries perdant leur classement dans le domaine départemental et a retiré l'intérêt communautaire des voiries passant dans le domaine départemental. Cette modification de l'intérêt communautaire des voiries ne sera effectuée qu'à compter de la décision du Conseil Général du Département de l'Isère décidant du déclassement de ces voiries départementales et du classement de ces voiries communales. Cette modification de l'intérêt communautaire des voiries impose désormais seulement depuis la loi MAPAM du 27 janvier 2014 une délibération du Conseil Communautaire prise à la majorité qualifiée des 2/3 des membres, condition remplie puisque le vote a été unanime ; les Conseils Municipaux n'ont donc pas à délibérer sur ce dernier point.

Les explications complémentaires apportées, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les modifications proposées des statuts de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

Délibération approuvée à l'unanimité

4. Délibération relative à la signature d'une convention entre les animateurs bénévoles des NAP et la Commune

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans le cadre des activités périscolaires, récemment élargies par la réforme des rythmes scolaires introduite par le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013, la Commune a décidé, pour assurer certaines animations prévues tout au long de l'année scolaire, de faire appel à des collaborateurs occasionnels, bénévoles.

La présente convention fixe les conditions de présence des collaborateurs bénévoles au sein des services de la Commune de VILLE SOUS ANJOU :

- Le collaborateur bénévole est la personne qui apporte son concours à une collectivité publique à l'occasion d'activités très diverses mais également dans les situations d'urgence. A l'occasion de ses collaborations occasionnelles, les bénévoles peuvent subir des dommages. Ils bénéficient alors du régime très protecteur de la responsabilité sans faute de la Commune.
- Pour ces personnes, l'assurance responsabilité civile – garanties multirisques couvre les dommages que cette personne peut causer à un tiers mais aussi les dommages que ce collaborateur peut lui-même subir du fait de l'activité.
- Le collaborateur occasionnel ou bénévole est celui qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective à un service public dans un but d'intérêt général soit concurremment avec des agents publics, soit sous leur direction, soit spontanément.
- Le collaborateur bénévole ne prétend à aucune rémunération de la part de la collectivité.

Cette organisation sera applicable pour l'année scolaire 2014/2015.

Délibération approuvée à l'unanimité

5. Délibération relative au recensement de la population

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il avait été décidé de nommer 2 agents recenseurs lors du Conseil Municipal du 5 novembre 2014, délibération n° 2014-0054.

Cependant, l'Insee à la vue du nombre d'habitations totales sur la Commune, nous a demandé de nommer un troisième agent recenseur. En effet, nos zones de recensement dépassent les 250 habitations.

Monsieur le Maire rappelle les rémunérations qui avaient été votées lors du Conseil Municipal du 5 novembre 2014 :

- 1 150,00 € pour l'agent qui assurera le recensement proche
- 1 250,00 € pour l'agent qui assurera le recensement plus éloigné (Grange Neuve, le Guillomier)
- Le coordonateur communal sera rémunéré sur la base de 700,00 €

Monsieur le Maire explique que ce troisième agent effectuera une zone moins importante que les deux autres agents recenseurs et de ce fait, il propose de lui attribuer une rémunération de 600,00 €.

Délibération approuvée à l'unanimité

6. Examen d'une motion de soutien aux syndicats départementaux d'énergie

Monsieur le Maire indique avoir réceptionné un courrier du SEDI informant les communes que depuis quelques semaines, la presse évoque l'éventualité de la suppression des syndicats départementaux d'énergie et le transfert de leurs compétences aux conseils généraux.

Monsieur le Maire fait lecture de cette lettre au Conseil Municipal, qui explique que le SEDI est un interlocuteur de proximité qui travaille en étroite concertation avec les communes dont il dépend, en assurant pour leur compte de nombreux services qu'elles ne pourraient pas prendre en charge toutes seules : contrôle des concessions électricité et gaz, travaux sur le réseau de distribution d'électricité, organisation de nouvelles distributions publiques de gaz, éclairage public, actions d'économies d'énergie, SIG, urbanisme et réseaux, achats groupés d'électricité et de gaz, bornes de charge...

Ce courrier indique également que le réseau de distribution se développe et se modernise grâce à l'appui technique et financier du syndicat, dont les travaux réguliers complètent et parfois remplacent ceux du concessionnaire (ERDF). Si la qualité de l'électricité distribuée jusque dans les petites communes en dépend, le maintien de cette capacité d'investissement, en cas de transfert de la compétence au département, représente à cet égard une très grande inconnue.

Le SEDI ne conteste pas la nécessité de supprimer les doublons et réduire le « mille-feuilles territorial » cependant il souligne le fait qu'il regroupe la quasi-totalité des communes du département et associe les territoires urbains et ruraux dans une logique d'entraide et de mutualisation exemplaire, en parfaite adéquation avec les objectifs de la réforme territoriale. Il indique également que le transfert de compétence aux départements risque de fragiliser cette solidarité entre territoires. On pourrait même craindre à terme à une remise en cause de la péréquation qui fonde notre service public de l'électricité.

De ce fait, le SEDI propose de mobiliser l'AMF afin d'éviter un véritable dessaisissement des communes et de leurs groupements, et propose qu'elle intervienne auprès des pouvoirs publics pour empêcher une telle évolution porteuse de déséquilibres territoriaux et contraire à l'intérêt général.

Motion approuvée à l'unanimité

7. Questions diverses

Vols sur la commune

Monsieur Henri THIVOLLE explique que le 14 décembre dernier, la Commune a été victime de plusieurs vols :

- 14 grilles en fonte de bouches d'égout sur la chaussée
- 23 plaques de nom de rue
- 10 panneaux de signalisation routière
- 2 descentes de gouttières sur la place de la Mairie

Il déplore de tels actes et indique qu'un dépôt de plainte a été déposé auprès de la Gendarmerie de Roussillon.

Route des Eynauds

Monsieur Henri THIVOLLE indique que des petits travaux de voirie ont été réalisés sur la route des Eynauds. De plus, il explique que la Commune a sollicité plusieurs administrés afin qu'ils entreprennent des travaux d'élagage d'arbres sur leurs parcelles afin de sécuriser la route des Eynauds.

Repas des Aînés

Madame Josiane PELLAT indique que cette année, le repas des aînés aura lieu le 15 mars 2015.

Dégradations

Monsieur le Maire signale que le WC public situé sur la place de la Mairie a été à nouveau dégradé et que de ce fait, il a été décidé de le fermer au public temporairement.

Ecole – Garderie périscolaire

Monsieur Henri THIVOLLE indique que différents petits travaux de maintenance sont à réaliser à l'école et qu'ils seront exécutés durant les vacances scolaires de décembre par notre employé communal.

Monsieur le Maire informe également le Conseil Municipal qu'à la vue des inscriptions à la garderie périscolaire du soir, il a été décidé de modifier les horaires de fermeture de celle-ci. En effet, il s'avère qu'il y a très peu d'enfants qui restent à la garderie du soir après 17h45. De ce fait, il a été décidé et ce à compter de la rentrée de janvier de modifier les horaires de fermeture de la garderie périscolaire :

Lundi, mardi, et jeudi, fermeture à 17h45 au lieu de 18h15

Monsieur le Maire désire connaître le point de vue du Conseil Municipal sur ce sujet et il décide donc de mettre aux voix cette décision (13 voix Pour et 2 Abstentions).

Recrutement Agent technique

Monsieur le Maire rappelle qu'une opération de recrutement a été lancée pour remplacer Monsieur Patrick MOREL, Agent technique qui a démissionné de son poste. Il indique qu'il a réceptionné de nombreuses candidatures et qu'une première sélection a été effectuée, elle devrait déboucher rapidement sur des entretiens.

Pass' Partout 2015

Madame Josiane PELLAT indique que le Pass' Partout est en cours de finalisation.

Goûter de Noël à la Résidence Services Champérin

Madame Josiane PELLAT indique que le C.C.A.S. organise comme chaque année « un goûter de Noël » pour les locataires de la Résidence Services Champérin. Il se déroulera ce mercredi 17 décembre à la salle de restauration de l'école.

Visite du site de la Centrale Nucléaire de Saint Alban du Rhône

Madame Cécile QUENTEL rappelle que suite au renouvellement des Conseils Municipaux, la Centrale Nucléaire de Saint Alban du Rhône – Saint Maurice l'Exil propose à l'ensemble des municipalités une visite guidée du site.

Association Intercommunale Pour Soutenir le Mas des Champs

Madame Andrée TOUZARD- PERRIOLAT indique qu'elle a assisté à l'Assemblée Générale de l'Association Intercommunale Pour Soutenir le Mas des Champs, dont elle est déléguée. Elle rappelle que cette association a pour objet :

- *de contribuer à l'amélioration du cadre de vie et au confort des résidents pendant leur séjour au Mas des Champs*
- *de répertorier les besoins recensés sur le territoire et les faire valoir*
- *d'agir auprès des autorités compétentes pour créer les conditions les plus favorables à la réalisation des investissements nécessaires répondant aux besoins des populations*

Elle indique que la Présidence de l'Association est assurée par Monsieur Didier GERIN, Maire de la Commune de Saint Prim.

Elle indique également que réglementairement, le Mas des Champs, Etablissement de santé privé d'intérêt collectif, est dans l'obligation de se rapprocher d'un centre hospitalier, en l'occurrence l'hôpital de Vienne.

Fin de la séance à 23h30

CR CM -14-12 du 16 décembre 2014

Le Maire,

Luc SATRE

**ANNEXE 1 : DEPENSES REALISEES SUR LA PERIODE OCTOBRE – NOVEMBRE –
DECEMBRE 2014**

ENTREPRISES	OBJETS	MONTANT TTC
INVESTISSEMENT		
BROUARD ARCHITECTE	HONORAIRES EXTENSION DU CIMETIERE COMMUNAL	720,00 €
IMCA	2 FONTAINES AU CIMETIERE COMMUNAL	336,00 €
LAURENT PHILIPPE TP	CRATION D'UN AMENAGEMENT CHEMIN DE LA PLAINE	2 556,00 €
TOTAL GENERAL INVESTISSEMENT		3 612,00 €
FONCTIONNEMENT		
BERGANIN MENUISERIE	REPARATION D'UNE PORTE A L'EPICERIE	366,00 €
ENT ROUSSILLONNAISE D'ELECTRICITE	TRAVAUX D'ELECTRICITE A L'EPICERIE	354,77 €
SERRES DU GRANS LAN	FLEURISSEMENT COMMUNAL	948,59 €
E.T.A. MICHALLON	ELAGAGE FAUCHAGE ANNEE 2014	2 329,20 €
CIAT	CONTRAT DE MAINTENANCE CHAUFFAGE ECOLE	2 224,80 €
AGENCE GARDON	CHARGES DE COPROPRIETES APPRT. R.S. CHAMPERIN	1 440,64 €
TRESORERIE DU ROUSSILLONNAIS	TAXE FONCIERE 2014	1 259,00 €
DUPUIS IMPRIMERIE	IMPRESSION LETTRE D'INFORMATION COMMUNALE	155,40 €
GROUPAMA	ASSURANCE COTISATION 2014	12 138,26 €
TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT		21 216,66 €